La République du Centre, 14 décembre 2016

FLEURY-LES-AUBRAIS ■ Le centre de recherche fleuryssois doit fermer

Mobilisation pour la Seita

Depuis l'annonce de la fermeture du centre de recherche de la Seita, en plein cœur du futur quartier Interives, la mobilisation des élus s'organise.

Marien Bennet
marien.bennet@centrefrance.com

Le 29 novembre, la Seita, filiale française du cigarettier britannique Imperial Tobacco, a annoncé sa volonté de fermer son centre de recherche fleuryssois. 87 postes sont en jeu. L'entreprise a jusqu'à mars pour trouver un repreneur.

La nouvelle, aussi inattendue que brutale, a résonné jusqu'au sein du conseil municipal fleuryssois, lundi soir.



LABO. Le site de Fleury effectue des analyses de contrôle pour les 35 usines du groupe dans le monde entier. PHOTO D'ARCHIVES

La Seita a touché de l'argent public

« La décision de la Seita est dénuée de tout fondement économique. Elle ne répond qu'à une logique financière », accuse Alain Romero. « Sur fond de transfert massif des emplois à l'étranger, le groupe a dégagé, en 2015, 2,3 milliards d'euros de bénéfices […] Par ailleurs, le groupe a perçu 1,3 million d'euros de CICE (*) en 2013/2014, et au moins autant en 2015/2016 », pointe encore l'élu communiste. Celui-ci a proposé, au nom de son groupe, l'adoption d'un vœu sur la Seita par le conseil municipal.

Plutôt que ce vœu, formulé par l'opposition, c'est un courrier que Marie-Agnès Linguet (UDI) a souhaité soumettre au vote des élus.

Un courrier à la PDG mondiale

Ce courrier, rédigé en anglais, sera envoyé à Alice Cooper, PDG mondiale d'Imperial Tobacco. Il sera signé des mains de Charles-Éric Lemaignen, président de l'AggIO, Hugues Saury, président du Département, François Bonneau, président de la Région, Marianne Dubois, députée de la circonscription, et de Marie-Agnès Linguet.

Dans cette lettre, la maire de Fleury rappelle notamment qu'« il y a quatre ans, le site fleuryssois s'est doté de laboratoires équipés de technologies de pointe moyennant des investissements importants *(1,5 million ndlr)* », et que « les 87 salariés concernés disposent d'un haut niveau de qualification ».

Du coup, les élus demandent carrément à Alice Cooper, « soit de reconsidérer sa décision », soit de « proposer des solutions de reconversion du site ». Ils réclament aussi de « pouvoir la rencontrer dans les meilleurs délais ».

De son côté, la maire de Fleury a déjà rencontré la directrice générale pour la France d'Imperial Tobacco, la semaine dernière, avec Jean-Pierre Sueur (sénateur PS). Une rencontre avec les syndicats devait avoir lieu hier. Enfin, un comité d'entreprise doit se tenir le 20 décembre. ■

(*) CICE : crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Phoca PDF